Femmes et Égalité des genres Canada | Women and Gender Equality Canada

Femmes et Égalité des genres Canada

2019–2020

Rapport sur les résultats ministériels

L'honorable Maryam Monsef, C.P., députée
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural

Canada

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada
Représentée par la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres, 2020
Rapport sur les résultats ministériels 2019-2020 (Canada. Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres)
Nº de catalogue : SW1-10F-PDF
ISSN 2562-9239

Table des matières

Message de la ministre 1

Coup d'œil sur les résultats ainsi que le contexte opérationnel 5

Résultats : ce que nous avons accompli 11

- Responsabilité essentielle 11
- Services internes 22

Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines 25

- Dépenses réelles pour Femmes et Égalité des genres 25
- Dépenses réelles pour Condition féminine Canada 26
- Ressources humaines réelles 29
- Dépenses par crédit voté 30
- Dépenses et activités du gouvernement du Canada 30
- États financiers et faits saillants des états financiers 30

Renseignements supplémentaires 33

- Profil organisationnel 33
- Raison d'être, mandat et rôle : Qui nous sommes et ce que nous faisons 33
- Cadre de présentation de rapports 34
- Renseignements connexes sur le Répertoire des programmes 34
- Tableaux de renseignements supplémentaires 35
- Dépenses fiscales fédérales 35
- Coordonnées de l'organisation 35

Annexe : définitions 37

Notes en fin d'ouvrage 41

Message de la ministre

J'ai le plaisir de présenter le Rapport sur les résultats ministériels 2019-2020 pour Femmes et Égalité des genres Canada (FEGC). Ce rapport présente les résultats des activités que nous avons réalisées pour faire progresser l'égalité des genres au cours de notre premier exercice financier complet en tant que ministère à part entière du gouvernement du Canada.

Au cours de l'exercice 2019-2020, FEGC a continué à respecter ses engagements à faire progresser l'égalité des genres et à rendre le Canada plus juste et plus inclusif, pour le bien de toutes les Canadiennes et de tous les Canadiens. Nous avons continué à progresser dans quatre domaines prioritaires : l'action stratégique, le soutien et l'investissement pour éliminer les obstacles systémiques à l'égalité des sexes; la promotion d'une meilleure compréhension de l'intersectionnalité entre le sexe, le genre et d'autres facteurs identitaires; la prévention et la lutte contre la violence fondée sur le sexe; et l'engagement stratégique à faire progresser l'égalité des sexes au Canada. Des progrès ont été réalisés dans tous les domaines prioritaires. Merci aux fonctionnaires de Femmes et Égalité des genres Canada et à tous nos partenaires qui veillent à ce que les femmes soient en sécurité et travaillent et à ce que l'on prenne soin de leur famille.

Un mouvement de femmes fort et dynamique est essentiel pour faire progresser l'égalité des sexes et faire en sorte que toutes les Canadiennes et tous les Canadiens aient la même possibilité de réussir. Cette année, FEGC a continué d'accroître le soutien historique qu'il apporte aux organismes de femmes et de recherche de l'égalité en leur fournissant plus de 65 millions de dollars de financement. Nous avons ainsi doublé le financement disponible par rapport à celui de l'exercice précédent et l'avons plus que triplé par rapport à celui qui a été alloué au cours des quatre années précédentes. Entre 2015 et 2019, ces investissements ont soutenu 550 organismes répartis d'un océan à l'autre, 70 % de plus que le nombre qui avaient été financés au cours des cinq années précédentes, et ont touché plus de six millions de Canadiennes et de Canadiens.

En 2019-2020, nous avons fait des investissements particuliers pour aider à répondre aux besoins uniques et aux disparités persistantes que doivent surmonter les Canadiennes et les Canadiens LGBTQ2. Le budget de 2019 a prévu un investissement historique de 20 millions de dollars sur trois ans pour renforcer et développer les organismes LGBTQ2 dans tout le pays, et nous avons mis en place le tout premier appel de propositions visant expressément à les soutenir.

Ces investissements développeront les efforts pangouvernementaux visant à s'attaquer aux inégalités historiques et systémiques auxquelles sont confrontés les Canadiennes et les Canadiens LGBTQ2.

FEGC a fait des pas importants dans son travail visant à mettre fin à la violence fondée sur le sexe. Conformément à la feuille de route établie dans Il est temps, la première stratégie fédérale visant à combattre et à prévenir la violence fondée sur le sexe, nous avons fait des progrès en nous attaquant aux principaux enjeux sous chacun des quatre piliers que sont la prévention, le soutien aux personnes survivantes et à leur famille, et la promotion de systèmes juridiques et judiciaires adaptés. Nous avons investi dans la recherche parce que de meilleures données sur les expériences de violence fondée sur le sexe au Canada permettent de mettre en place des politiques, des programmes ou des initiatives qui font une réelle différence dans la vie des Canadiennes et des Canadiens. Nous avons travaillé avec Statistique Canada sur trois enquêtes nationales qui ont permis de porter un nouveau regard sur la nature et l'ampleur de la violence fondée sur le sexe subie par les personnes vivant au Canada et en particulier, pour la première fois, chez des groupes particuliers tels que les Autochtones des Territoires, les personnes qui font partie de minorités de genre et sexuelles et les étudiantes et étudiants.

À l'automne 2019, nous avons lancé la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes. Soutenue par un financement fédéral de 75 millions de dollars, cette stratégie appuiera la création de programmes de prévention pour les populations vulnérables, renforcera les pratiques pour les responsables de l'application de la loi et de l'immigration et habilitera les victimes et les personnes survivantes à retrouver la confiance en soi et à reprendre le contrôle de leur vie. FEGC a lancé son premier appel de propositions pour la réalisation de projets dans le cadre de cette stratégie à l'été 2020.

Le Canada a également accueilli la conférence Women Deliver 2019, la plus grande conférence au monde sur l'égalité des sexes et la santé, les droits et le bien-être des filles et des femmes. Il a positionné le Canada comme le plus grand investisseur dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs et dans les organismes de femmes au Canada et dans le monde entier. Feminists Deliver, une collaboration locale composée de différentes organisations, a tenu en parallèle une conférence et un salon professionnel de quatre jours. Ensemble, cet événement et la Conférence autochtone ont mis en lumière les problèmes urgents auxquels sont confrontées les communautés autochtones et marginalisées ainsi que les luttes menées sur le terrain. FEGC a également continué à collaborer avec d'autres ministères fédéraux à la mise en œuvre des objectifs de développement durable des Nations Unies.

En 2019-2020, en tant que centre d'expertise sur l'égalité des genres, FEGC a continué de collaborer avec d'autres ministères et organismes fédéraux afin de fournir une expertise technique et d'élaborer et de mettre en œuvre des initiatives liées aux enjeux d'égalité entre les genres, y compris une législation proactive sur l'équité salariale pour

s'assurer que les travailleurs du gouvernement fédéral œuvrant dans les milieux de travail réglementés, y compris le secteur privé fédéral, la fonction publique fédérale, les milieux de travail parlementaires, ainsi que les cabinets du premier ministre et des ministres, reçoivent un salaire égal pour un travail de valeur égale.

L'année 2020 devait être un jalon de la plus haute importance pour l'égalité des genres au Canada, puisque c'était le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et le cinquantième anniversaire du dépôt au Parlement du rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada. Mais, cette année menace également de faire reculer les gains durement acquis en ce qui a trait à l'égalité des sexes et à la condition féminine à cause d'une pandémie au cours de laquelle les femmes ont été les plus touchées. Outre les emplois perdus et les responsabilités supplémentaires non rémunérées liées aux soins des enfants et des personnes âgées, les femmes et, dans une certaine mesure, les personnes des groupes les plus vulnérables constituent la majorité des personnes qui se trouve en première ligne de la crise : personnel de soutien, de soins aux enfants, travailleuses du secteur alimentaire, infirmières et travailleuses de la santé et travailleuses sociales. Nous avons également constaté une augmentation du taux de violence fondée sur le sexe au milieu des pressions sociales et financières et des mesures d'isolement prises pour empêcher la transmission de la COVID-19.

Les répercussions de la COVID-19 mettent en péril les avancements durement acquis en matière d'égalité des genres, mais nous ne laisserons pas les progrès s'arrêter. C'est pourquoi nous avons appliqué un point de vue intersectionnel qui tient compte des différences entre les sexes à notre réponse à la COVID-19, comme il est indiqué dans le Portrait économique et budgétaire 2020. C'est aussi la raison pour laquelle la première chose que nous avons faite a été d'accélérer les investissements dans les maisons d'hébergement, les logements de transition et d'autres organismes qui offrent des services et un soutien aux victimes de la violence fondée sur le sexe. La COVID-19 est une crise sans précédent et elle a mis à nu les failles de nos systèmes de soutien. Cette crise a révélé les besoins des organisations qui servent les femmes et les enfants qui fuient la violence. Personne ne devrait être privé d'endroit vers lequel se tourner en cette période difficile et notre gouvernement a agi rapidement pour fournir 100 millions de dollars à ces organisations essentielles de première ligne pour faire en sorte que leurs portes puissent rester ouvertes et qu'elles puissent poursuivre leur travail qui sauve des vies.

Nous savons qu'il ne peut y avoir de véritable reprise si nous ne répondons pas aux besoins des femmes. Reconnu par CARE[i] comme ayant la meilleure réponse à la COVID-19 en termes de prise en compte des intersectionnalités, le Canada continuera d'appliquer cette perspective pour répondre à cette pandémie et guider notre rétablissement. Alors que l'exercice 2020-2021 est bien avancé, FEGC redouble d'efforts et collabore étroitement avec ses partenaires pour s'assurer que l'égalité des sexes reste une priorité absolue pour ce pays.

L'honorable Maryam Monsef, C.P., députée

Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural

Coup d'œil sur les résultats ainsi que le contexte opérationnel

Contexte opérationnel

En décembre 2018, une nouvelle loi a créé le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres Canada (FEGC), transformant ainsi Condition féminine Canada en un ministère à part entière du gouvernement du Canada. Ce changement a eu pour effet d'élargir le mandat du Ministère qui vise à atteindre l'égalité en ce qui concerne les genres, l'orientation sexuelle et l'identité ou l'expression de genre par l'inclusion des personnes de tous les genres, y compris les femmes, dans la vie économique, sociale et politique du Canada.

Conformément à son mandat élargi, FEGC a continué à travailler pour faire progresser l'égalité des genres dans une optique intersectionnelle sexospécifique au cours de l'année 2019-2020. En partenariat avec les principales parties prenantes, y compris les organismes de la société civile, les groupes syndicaux, le secteur privé, les autres ordres de gouvernement, et les Premières Nations, les Inuits et les Métis, le Ministère a favorisé l'inclusion de toutes les personnes à la vie économique, sociale et politique du Canada. Le Ministère a fait progresser l'égalité des genres en assumant une fonction de coordination centrale au sein du gouvernement du Canada dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant à faire avancer l'égalité des genres, en offrant des programmes et en investissant dans la recherche pour s'assurer que les initiatives de promotion de l'égalité des genres sont fondées sur des données probantes. En 2019-2020, le budget opérationnel total de FEGC était de 117 444 684 dollars et son effectif réel total (équivalents temps plein) était de 300.

Malgré les progrès importants réalisés en matière d'égalité des genres au Canada, les femmes continuent d'être sous-représentées en politique et dans des postes à responsabilité, gagnent moins que les hommes en moyenne et sont plus susceptibles de subir de la violence fondée sur le sexe, notamment des agressions sexuelles et de la violence entre partenaires intimes. Grâce à l'Analyse comparative entre les sexes plus (ACS+)[ii], FEGC et le gouvernement du Canada peuvent mieux comprendre comment des facteurs tels que le sexe, le genre, la race, l'origine nationale et ethnique, l'origine ou l'identité autochtone, l'âge, l'orientation sexuelle, la situation socioéconomique, la géographie, la culture et le handicap façonnent la condition des Canadiennes et Canadiens, ainsi que les politiques, les programmes et autres initiatives nécessaires pour faire du Canada un pays plus équitable. Au cours de l'année 2019-2020, FEGC a continué à servir de centre d'expertise sur l'ACS+ pour le gouvernement du Canada afin de s'assurer que tous les ministères et organismes fédéraux donnent suite aux priorités gouvernementales en adoptant des initiatives inclusives et adaptées aux divers besoins des Canadiennes et Canadiens.

Le début de la pandémie COVID-19 en mars 2020 a eu un impact sur les activités et les opérations ministérielles prévues pour cette année. Par exemple, compte tenu des inquiétudes liées à la COVID-19, la Commission de la condition de la femme des Nations Unies[iii], qui se réunit chaque année en mars, a été considérablement restreinte. D'autres initiatives qui étaient prévues ont été affectées par la pandémie de COVID-19 en mars 2020, notamment une campagne de sensibilisation des jeunes à la violence fondée sur le sexe et une enquête nationale sur la violence fondée sur le sexe en milieu de travail. Depuis avril 2020, le gouvernement du Canada a fourni 50 millions de dollars en financement d'urgence[iv] aux maisons d'hébergement pour femmes, aux centres d'aide aux victimes d'agressions sexuelles et à d'autres organismes offrant des services aux victimes de violence fondée sur le sexe afin d'assurer la continuité des soutiens en période de pandémie. Hébergement Femmes Canada et la Fondation canadienne des femmes ont été des partenaires clés pour s'assurer que ce financement parvient rapidement aux maisons d'hébergement et aux centres d'aide aux victimes d'agressions sexuelles partout au Canada pour répondre à leurs besoins immédiats pendant la pandémie de COVID-19. Plus de 1 000 organismes dans tout le pays ont reçu un financement dont ils avaient grandement besoin pour les aider à continuer d'accueillir les personnes victimes de violence fondée sur le sexe. Les organismes ont utilisé ce financement pour améliorer les procédures de nettoyage et de sécurité, embaucher du personnel supplémentaire pour gérer le surcroît de travail et acheter du matériel pour les aider à fournir leurs services à distance. Bon nombre des organismes fournissant des services aux victimes de violence fondée sur le sexe vivaient l'une de leurs années les plus chargées lorsque la pandémie a été déclarée. Les bénéficiaires ont indiqué que, sans ce financement supplémentaire, ils auraient eu du mal à s'adapter. Grâce aux fonds reçus, les organismes ont déclaré qu'ils étaient en mesure d'accroître leur personnel, d'augmenter l'espace disponible dans les maisons d'hébergement pour les personnes qui devaient s'isoler, ainsi que de répondre aux besoins d'intimité des clientes et clients et d'augmenter leur capacité technologique pour pouvoir atteindre les gens à distance. Ils ont également pu continuer de faire preuve d'innovation, de tenir compte des traumatismes, et de se concentrer sur les besoins des clientes et clients, tout en renforçant les mesures de santé et de sécurité sur lesquelles repose la prestation des services.

Coup d'œil sur les résultats

En 2019-2020, comme il est indiqué dans son plan ministériel[v], FEGC s'est concentré sur **quatre domaines prioritaires** dans la promotion de l'égalité des femmes et des genres.

Domaine prioritaire nº 1 :

Action, soutien et investissement stratégiques pour lever les obstacles systémiques à l'égalité des genres

On s'attend à ce que les interventions et le financement concrets visant à lever les obstacles systémiques favorisent l'égalité des genres et renforcent la sécurité économique et la prospérité des femmes et des personnes de tous genres.

En 2019-2020, FEGC a :

- **pris des mesures** et a fourni une expertise, des conseils et des recommandations aux partenaires et aux parties prenantes pour promouvoir l'égalité des femmes et des genres, notamment sur les questions liées à l'équité salariale, à la garde d'enfants, à la prospérité économique des femmes, à l'entrepreneuriat féminin et à l'égalité des personnes LGBTQ2;
- **renforcé la capacité** d'organismes de première ligne pour faire avancer l'égalité des femmes et des filles en finançant plus de 250 projets de renforcement des capacités [vi]dans le cadre du Programme de promotion de la femme;
- **élaboré des stratégies** de mobilisation des hommes et des garçons comme partenaire de la réalisation de l'égalité des genres et a investi plus de 600 000 dollars dans sept projets visant à modifier les comportements et les attitudes, en partenariat avec des hommes et des garçons de tout le Canada[vii];
- **réuni** le Groupe de travail jeunesse sur l'égalité des genres[viii] pour soutenir les initiatives partout au Canada visant à encourager des comportements et des attitudes chez les jeunes qui appuient l'égalité des genres;
- **investi** plus de 66 millions de dollars dans plus de 600 organismes de femmes et d'organismes qui revendiquent l'égalité pour appuyer 626 projets nouveaux et en cours. Environ six millions de personnes ont été touchées par ces organismes.
- **exploré les possibilités de partenariats novateurs** entre les secteurs, établissant 1 292 partenariats au cours de l'année sur laquelle porte le rapport;
- **encouragé l'action** par le biais d'initiatives, comme la Journée internationale de la fille[ix], la Journée de l'affaire « personne »[x], et la Journée internationale des femmes[xi].

Domaine prioritaire no 2 :

Promotion d'une meilleure compréhension de l'interaction du sexe et du genre avec d'autres facteurs identitaires

En tant que centre d'expertise en matière d'égalité des genres pour le gouvernement du Canada, le Ministère a favorisé une meilleure compréhension de l'intersection du sexe et du genre avec d'autres facteurs identitaires afin d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes fédéraux plus inclusifs et reflétant les besoins de divers groupes de personnes au Canada.

En 2019-2020, FEGC a :

- **partagé** les leçons apprises et les pratiques exemplaires pour développer des initiatives inclusives et réactives;
- **appuyé l'intégration** de l'ACS+ tout au long du cycle d'élaboration et d'évaluation des politiques, lois et programmes, y compris au début de la réponse à la COVID-19 grâce à la réalisation d'analyses, l'élaboration d'outils et la mise en place de ressources pour soutenir les initiatives adaptées à ceux qui en avaient le plus besoin;
- **surveillé** la mise en œuvre de l'ACS+ au sein du gouvernement fédéral et en a effectué le suivi, notamment l'application de l'ACS+ au moyen d'une enquête annuelle sur la mise en œuvre dans les ministères et en **a rendu compte**;
- **appuyé** le ministère des Finances Canada pour mettre en œuvre la *Loi sur la budgétisation sensible aux sexes*[xii], veillant à ce que les questions de genre et de diversité soient prises en compte dans les décisions stratégiques et les dépenses gouvernementales, y compris l'intégration de l'ACS+ dans le processus d'élaboration du Portrait budgétaire;
- **investi** plus de 10 millions de dollars dans plus de 40 projets de recherche et de collecte de données afin de renforcer la base de données probantes actuelle sur l'égalité des genres;
- **appuyé** la mise en œuvre pangouvernementale du Cadre des résultats relatifs aux genres[xiii], y compris le lancement du portail du Cadre des résultats relatifs aux genres pour suivre les progrès accomplis quant aux priorités en matière d'égalité des genres pour le gouvernement du Canada.

Domaine prioritaire nº 3 :

Prévention et lutte contre la violence fondée sur le sexe

Les interventions du Ministère se sont axées sur l'élaboration des outils et des ressources nécessaires pour soutenir la sensibilisation à la violence fondée sur le sexe au Canada et ont renforcé le secteur de la lutte contre la violence fondée sur le sexe en améliorant le soutien et les services offerts aux femmes et aux filles touchées par ce type de violence.

En 2019-2020, FEGC a :

- **lancé** la réponse à la pandémie de COVID-19, pour garantir que les nouveaux besoins puissent être satisfaits rapidement;
- **élargi le** Centre du savoir sur la violence fondée sur le sexe[xiv], notamment en élaborant des produits de connaissances liés à la violence fondée sur le sexe et en transmettant le savoir aux prestataires de services et aux parties prenantes qui ont été consultés 26 607 fois au cours de l'année;
- **investi** plus de huit millions de dollars dans la recherche pour combler le manque de connaissances liées à la violence fondée sur le sexe, y compris par l'élaboration et la mise en œuvre de trois nouvelles enquêtes nationales en partenariat avec Statistique Canada, axées sur la violence fondée sur le sexe au Canada;
- **encouragé l'action** au moyen d'événements commémoratifs tels que les 16 jours d'activisme contre la violence fondée sur le sexe[xv];
- **appuyé** 58 projets pour élaborer et mettre en œuvre des pratiques prometteuses qui comblent les lacunes en matière de soutien aux personnes survivantes de la violence fondée sur le sexe et à leurs familles;
- **financé** une coalition de parties prenantes pour élaborer un Cadre de prévention et de lutte contre la violence fondée sur le sexe dans les établissements d'enseignement postsecondaire[xvi];
- **établi** un Fonds de commémoration[xvii] pour honorer la vie et la mémoire des femmes, des filles et des personnes LGBTQ2 autochtones disparues et assassinées qui a financé plus de 100 initiatives commémoratives en 2019-2020.

Domaine prioritaire nº 4 :

Engagement stratégique pour faire avancer l'égalité des genres au Canada

FEGC a collaboré avec de nombreux partenaires nationaux et internationaux pour aider à relever les défis de la réalisation de l'égalité des genres dans le monde et dans le pays.

En 2019-2020, FEGC a :

- **collaboré** avec Affaires mondiales Canada et a dirigé la participation du Canada à la conférence Women Deliver 2019[xviii], notamment en collaborant avec Feminists Deliver et à la Préconférence des femmes autochtones, qui a réuni sur place plus de 8 000 personnes et virtuellement plus de 100 000 personnes provenant de plus de 165 pays pour échanger de nouvelles idées et solutions afin de faire avancer l'égalité des genres;
- **travaillé en étroite collaboration** avec ses homologues provinciaux et territoriaux et les dirigeantes et dirigeants et représentantes et représentants autochtones nationaux pour faire progresser l'égalité des genres de manière coordonnée;
- **fait état** des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing[xix];
- **appuyé** l'élaboration de la stratégie du Canada pour faire progresser et réaliser les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030[xx], en particulier les Objectifs de développement durable nº 5 (égalité des genres), en finançant des projets communautaires visant à faire progresser l'égalité des genres au Canada;
- **fourni** des conseils et des recommandations à l'appui de la Politique étrangère féministe du Canada, y compris l'Approche commerciale inclusive du Canada[xxi] et la Politique d'aide internationale féministe du Canada[xxii].

Pour de plus amples renseignements sur les plans, les priorités et les résultats accomplis de FEGC, consulter la section « Résultats : ce que nous avons accompli » du présent rapport.

Résultats : ce que nous avons accompli

Responsabilité essentielle

Faire avancer l'égalité des genres

Description

Le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres fait avancer l'égalité des genres pour les femmes, notamment l'égalité sociale, économique et politique en ce qui touche aux sexes, à l'orientation sexuelle et à l'identité ou expression de genre. Le Ministère favorise une meilleure compréhension de l'interaction du sexe et du genre avec d'autres facteurs identitaires dont la race, l'origine nationale et ethnique, l'origine ou l'identité autochtone, l'âge, l'orientation sexuelle, la situation socioéconomique, le lieu de résidence et le handicap. Le Ministère élabore et coordonne des politiques et des programmes, entreprend des recherches, des collectes de données et des analyses de données ayant trait à ces politiques et programmes, et il renseigne le public par des activités de sensibilisation. Le Ministère fournit des conseils au gouvernement pour parvenir aux résultats et aux objectifs que s'est fixés le Canada en matière d'égalité des genres, y compris la promotion de la budgétisation sensible aux genres, et il contribue, par son expertise, son apport à la recherche et son financement d'initiatives communautaires, à l'avancement de l'égalité des genres auprès d'autres partenaires et parties prenantes. Le Ministère agit comme axe central de la mise en commun de l'expertise au Canada et avec ses partenaires sur la scène internationale, et il s'appuie sur ses connaissances pour orienter les priorités du Canada en matière d'égalité des genres.

Résultats

Au cours de la période visée, FEGC a obtenu des résultats pour les Canadiennes et les Canadiens et a contribué à sa responsabilité essentielle de faire avancer l'égalité des genres dans quatre domaines prioritaires : le soutien aux investissements visant à lever les obstacles systémiques à l'égalité des genres, la promotion d'une meilleure compréhension de la façon dont l'intersection du sexe et du genre avec d'autres facteurs identitaires influe sur la vie des personnes, la prévention de la violence fondée sur le sexe et les mesures pour la contrer, et d'autres actions et engagement stratégiques pour faire avancer l'égalité des genres au Canada.

Domaine prioritaire nº 1 : Action, soutien et investissement stratégiques pour lever les obstacles systémiques à l'égalité des genres

Les organismes de femmes et de promotion de l'égalité jouent un rôle essentiel pour faire du Canada un pays plus fort, plus juste et plus égalitaire. C'est pourquoi, en 2019-2020, FEGC a investi un total de plus de 66 millions de dollars dans plus de 600 organismes partout au pays dans le but d'éliminer les obstacles systémiques à la

réalisation de l'égalité des genres. Par exemple, FEGC a versé 10 millions de dollars à la Fondation canadienne des femmes[xxiii], à Fondations communautaires du Canada[xxiv] et à Grands Défis Canada[xxv], pour favoriser la collaboration et l'innovation en vue de relever les défis liés à l'égalité des genres dans les communautés partout au pays. De plus, en 2019-2020, FEGC a investi plus de 37 millions de dollars dans 367 nouveaux projets, dont 108 projets visant à aider les communautés et les familles à honorer la vie des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées; 192 projets pour soutenir la capacité des organismes de femmes et des groupes qui revendiquent l'égalité; quatre projets pour faire progresser la sécurité économique des femmes; huit projets pour favoriser l'accès des femmes aux postes de direction; ainsi que trois accords, dont un avec le Québec, pour octroyer un financement de l'intervention d'urgence liée à la COVID-19 à près de 1 000 maisons d'hébergement, centres d'aide aux femmes victimes d'agressions sexuelles et organismes partout au pays qui offrent un soutien aux personnes victimes de violence fondée sur le sexe.

Afin d'aider à faire avancer l'égalité en ce qui concerne l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre, FEGC a investi près de 2 millions de dollars dans sept organismes[xxvi] en 2019-2020. Ce financement a aidé les organismes à renforcer les capacités et les réseaux d'organismes communautaires LGBTQ2 pour faire avancer l'égalité des personnes LGBTQ2 partout au Canada. De plus, en mars 2020, FEGC a lancé un appel de propositions[xxvii] jusqu'à concurrence de 18 millions de dollars afin de soutenir les organismes LGBTQ2 partout au pays dont les initiatives contribuent à renforcer le mouvement LGBTQ2 au Canada pour faire avancer l'égalité pour toutes et tous. Il s'agit du premier appel ouvert de ce type dans l'histoire du Canada, et il tient compte du travail essentiel que ces organismes accomplissent chaque jour pour faire progresser l'égalité des personnes LGBTQ2 au Canada.

FEGC a également tiré parti des possibilités de partenariats novateurs entre les secteurs (donnant lieu à environ 1 292 partenariats) afin d'étendre la portée des efforts visant à faire progresser l'égalité des genres au Canada et de les amplifier. Par exemple, FEGC s'est associé à BMO Groupe financier pour dispenser une formation virtuelle aux organismes de femmes afin de renforcer leur capacité à obtenir un financement pour leurs activités.

Les questions d'égalité des genres ont une incidence sur la plupart des politiques et des programmes élaborés et mis en œuvre par le gouvernement du Canada. En 2019-2020, en tant que centre d'expertise en matière d'égalité des genres, FEGC a continué de collaborer avec d'autres ministères et organismes fédéraux pour fournir une expertise technique et élaborer et mettre en œuvre des initiatives liées aux questions d'égalité entre les genres, notamment :

- une loi proactive sur l'équité salariale pour s'assurer que les travailleuses et travailleurs des milieux de travail sous réglementation fédérale, y compris le secteur privé fédéral, la fonction publique fédérale, les milieux de travail

parlementaires et les cabinets du premier ministre et des ministres, reçoivent un salaire égal pour un travail de valeur égale;
- la mise en œuvre de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat[xxviii];
- l'élaboration d'initiatives en matière de garde d'enfants, y compris le Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones[xxix], qui a été élaboré avec l'Assemblée des Premières Nations, l'Inuit Tapiriit Kanatami et le Ralliement national des Métis.

FEGC a également rencontré plus de 200 partenaires et parties prenantes partout au pays dans le cadre d'une série de tables rondes qui leur a permis de mettre en commun leurs idées et leur expertise dans le but de déterminer la façon de mobiliser les hommes et les garçons en tant que partenaires en faveur de la promotion de l'égalité des genres. Les participantes et participants représentaient une grande diversité de perspectives et d'expériences de vie, de secteurs et de professions à l'échelle du pays.

À la suite de ces conversations, en 2019-2020, le Ministère a publié un rapport sur le contenu des discussions intitulé *Appel à la mobilisation des hommes et des garçons – Ce que nous avons entendu : Rapport des tables rondes sur la mobilisation des hommes et des garçons pour faire avancer l'égalité entre les sexes*[xxx]. Le Ministère a également investi plus de 600 000 dollars dans sept projets ayant pour but de mettre en œuvre les commentaires émis lors de ces séries de tables rondes, y compris la nécessité d'investir dans des initiatives qui visent à changer les comportements contribuant à l'inégalité; remettre en question et changer les normes, les attitudes et les comportements négatifs; et créer des réseaux pour échanger des connaissances et prendre des mesures collaboratives. Exemples :

- Next Gen Men[xxxi], de concert avec l'Université de Calgary[xxxii], a reçu 125 000 dollars pour créer des réseaux et des espaces permettant aux dirigeants masculins défenseurs du féministe de se consulter entre eux et de consulter les organismes de femmes au sujet des questions liées à l'égalité des genres;
- l'Alberta Council of Women's Shelters[xxxiii] a reçu 212 000 dollars pour faire la promotion de personnalités sportives en tant que modèles pour mieux faire connaître la violence fondée sur le sexe et la masculinité saine;
- Catalyst Canada[xxxiv] a reçu 100 000 dollars pour travailler à soutenir les hommes en tant que perturbateurs du sexisme dans le milieu de travail;
- FOXY[xxxv] a reçu 125 000 dollars pour mobiliser les jeunes autochtones, en particulier les jeunes hommes et garçons, sur la question de l'égalité des genres dans le Nord.

Pour orienter les conversations nationales avec les jeunes du Canada sur l'égalité des genres en 2019-2020, FEGC a créé le Groupe de travail jeunesse sur l'égalité des genres[viii]. Les 22 membres de ce groupe de travail se sont réunis pour la première fois le 1er mai 2019[xxxvi] et ont continué de se réunir pour élaborer des recommandations visant à créer une société plus inclusive et échanger des idées avec de jeunes leaders

de partout au Canada sur des moyens de faire progresser davantage l'égalité des genres. De nombreux membres de ce groupe de travail ont participé au Sommet Jeunesse du Canada[xxxvii] du premier ministre, qui a eu lieu du 2 au 3 mai 2019. Pendant le Sommet, le Ministère a dirigé des discussions avec 300 jeunes de partout au pays sur l'égalité des genres et a créé un espace de discussion sur les importants enjeux auxquels sont confrontés les jeunes dans le monde, à l'heure actuelle, en particulier ceux auxquels sont confrontées les jeunes femmes, les filles et les personnes LGBTQ2. Le Ministère a également lancé des accords de financement, totalisant plus de deux millions de dollars sur quatre ans, avec cinq organismes autochtones, à l'échelle du pays, qui discuteront avec les jeunes autochtones des questions d'égalité des genres les plus importantes pour leurs communautés.

Enfin, le Ministère a encouragé les mesures en faveur de l'égalité des genres et a sensibilisé aux questions d'égalité des genres dans le cadre d'initiatives comme la Journée internationale de la fille, la Journée de l'affaire « personne » et la Journée internationale des femmes. Les médias sociaux et les événements de FEGC célébrant ces journées ont sensibilisé aux problèmes liés au leadership des femmes et à la sécurité économique, ainsi qu'à la violence fondée sur le sexe.

Domaine prioritaire nº 2 : Promotion d'une meilleure compréhension de l'interaction du sexe et du genre avec d'autres facteurs identitaires

L'ACS+[ii] est un outil analytique qui permet de comprendre comment divers facteurs identitaires comme le genre, le sexe, la race, l'ethnicité, l'orientation sexuelle, le lieu de résidence, le pays d'origine, l'identité autochtone ou le handicap façonnent les résultats économiques, sanitaires ou sociaux des personnes. Lorsqu'on applique cette compréhension à l'élaboration et à la mise en œuvre d'initiatives gouvernementales, il est possible de concevoir des politiques et des programmes plus inclusifs qui tiennent compte des divers besoins des gens. Pour procéder à cette analyse, il est nécessaire de disposer de données désagrégées et de recherches détaillées.

En tant que centre d'expertise du gouvernement du Canada sur l'ACS+, le Ministère a travaillé à étendre l'application de l'ACS+ et à favoriser une meilleure compréhension de l'ACS+ auprès des fonctionnaires fédérales et fédéraux et des partenaires de la réalisation de l'égalité des genres au Canada et dans le monde. Par exemple, FEGC a continué de fournir des outils et des ressources pour appuyer l'ACS+, y compris en offrant un cours en ligne[xxxviii]. D'avril 2019 à mars 2020, environ 36 743 participants ont suivi le cours en ligne sur l'ACS+.

En plus, le Ministère a concentré ses efforts sur la mise au point d'outils spécialisés et de formation pour veiller à ce que l'ACS+ soit intégrée tout au long des cycles d'élaboration des politiques et des programmes. Par exemple, FEGC a :

- lancé l'outil de planification d'événements inclusifs de l'ACS+[xxxix], conçu pour répondre à différents besoins organisationnels dans la mise en œuvre des connaissances et pratiques relatives à l'ACS+ lors d'événements. Cet outil

permet de s'assurer que les événements organisés par le gouvernement sont inclusifs et accessibles et qu'une grande diversité de voix soient entendues;
- dispensé le cours EPFC Excellence : ACS+[xl] en partenariat avec l'École de la fonction publique du Canada dans le cadre de son engagement à promouvoir la diversité et l'inclusion. Ce cours s'adresse aux membres du personnel de la fonction publique afin d'améliorer leurs aptitudes et leurs compétences analytiques, et ainsi favoriser une meilleure conception des programmes et des politiques du gouvernement fédéral;
- organisé une série de séances d'information sur l'ACS+ à l'intention des fonctionnaires fédérales et fédéraux, dispensant une formation spécialisée aux personnes chargées de la coordination de l'ACS+ dans tous les ministères et organismes fédéraux afin d'accroître leur capacité de soutenir leurs organismes et d'améliorer la qualité de l'ACS+;
- sensibilisé le gouvernement et le public à l'ACS+ en célébrant la Semaine de sensibilisation à l'ACS+.

En plus de fournir des outils de formation et des soutiens à la formation, FEGC a également surveillé l'intégration de l'ACS+ tout au long du cycle d'élaboration et d'évaluation des politiques, lois et programmes, et en a rendu compte. Par exemple, le Ministère a :

- travaillé avec des organismes centraux et d'autres organismes fédéraux pour évaluer la qualité de l'ACS+ dans les propositions de politiques et de programmes et pour établir des stratégies qui améliorent son application par les fonctionnaires;
- collaboré avec le ministère des Finances Canada pour mettre en œuvre la *Loi canadienne sur la budgétisation sensible aux sexes*[xii]. Cela garantit que les questions de genre et de diversité soient incluses dans toutes les décisions stratégiques et dépenses du budget;

Afin de favoriser la compréhension de la façon dont le sexe, le genre et d'autres facteurs identitaires façonnent les résultats des gens, FEGC a également lancé le portail du Cadre des résultats relatifs aux genres[xiii]. Introduit dans le budget de 2018, le Cadre des résultats relatifs aux genres renferme des priorités, des objectifs et des indicateurs servant à mesurer les progrès réalisés vers l'égalité des genres. Le portail, qui a été lancé en 2019-2020, offre un meilleur accès aux données sur chacun des indicateurs du Cadre des résultats relatifs aux genres et permet de suivre les progrès accomplis pour atteindre les objectifs définis dans le Cadre.

Avec le début de la pandémie de la COVID-19 au Canada, FEGC a formé une équipe de travail au sein du Ministère pour aider les autres ministères à comprendre les effets sexospécifiques et intersectionnels de la COVID-19. À cette fin, FEGC a analysé les données et a établi une synthèse des diverses incidences que la COVID 19 a sur différentes personnes, ainsi que des outils pour guider l'application de cette compréhension à l'élaboration d'initiatives d'intervention d'urgence.

Domaine prioritaire nº 3 : Prévention et lutte contre la violence fondée sur le sexe

En 2019-2020, FEGC a investi 50 millions de dollars dans 60 nouveaux projets pour renforcer la lutte contre la violence fondée sur le sexe en améliorant le soutien et les services offerts aux femmes et aux filles touchées par la violence fondée sur le sexe. Au cours des prochaines années, ces projets menés à l'échelle nationale, régionale et locale mettront à l'essai des pratiques prometteuses pour combler les lacunes dans le soutien apporté à des groupes spécifiques de personnes survivantes, notamment les femmes autochtones et leurs communautés et les populations mal desservies, comme les jeunes, les communautés LGBTQ2, les personnes de genre non binaire, les femmes sans statut, réfugiées ou immigrantes, les personnes âgées, les femmes vivant dans des communautés de langue officielle en situation minoritaire, les femmes vivant dans des communautés nordiques, rurales et éloignées, et les femmes vivant avec un handicap.

Par ailleurs, FEGC a collaboré avec des partenaires partout au pays pour élaborer et commencer à mettre en œuvre un cadre de prévention et de lutte contre la violence fondée sur le sexe dans les établissements d'enseignement postsecondaire. En août 2019, FEGC a investi 1,5 million de dollars pour combler les lacunes en matière de ressources afin d'aider les établissements d'enseignement postsecondaire à prévenir et à contrer la violence fondée sur le sexe sur leurs campus. Au cours des deux prochaines années, cet investissement contribuera à combler les lacunes en matière de ressources par la mise au point de trousses d'outils et de ressources, d'un nouveau portail Web et l'établissement de communautés de pratique, comme l'indique le rapport *Courage d'agir*[xli] financé par FEGC.

En 2019-2020, FEGC a investi plus de 8 millions de dollars dans la recherche pour combler le manque de connaissances en matière de violence fondée sur le sexe, notamment par l'élaboration et la mise en œuvre de trois nouvelles enquêtes nationales en partenariat avec Statistique Canada. Ce sont les premières enquêtes nationales à se concentrer sur la violence fondée sur le sexe au Canada. Certains résultats de ces enquêtes ont déjà été publiés, ce qui a permis de combler d'importantes lacunes en matière de données, notamment en produisant les toutes premières données représentatives à l'échelle nationale sur les personnes transgenres et les personnes de genre divers au Canada. À mesure que l'analyse des données se poursuivra, le gouvernement du Canada et ses partenaires obtiendront de précieux renseignements sur la violence fondée sur le sexe subie par différentes populations, notamment les femmes vivant avec un handicap, les femmes autochtones, les personnes LGBTQ2 et les immigrantes, afin d'éclairer les politiques et les programmes visant à prévenir et à traiter la violence fondée sur le sexe et à soutenir les survivantes et survivants et leur famille.

Voici ce que les enquêtes ont permis d'accomplir cette année :

- Des données nationales et quatre rapports ont été tirés de l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés[xlii], comblant des lacunes importantes dans notre compréhension de la nature et de l'étendue des diverses formes de violence fondée sur le sexe au Canada.
- Pour la première fois au Canada, grâce à l'Enquête sur la sécurité individuelle au sein de la population étudiante postsecondaire[xliii], des données ont été recueillies sur les expériences de violence fondée sur le sexe chez les étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire de partout au Canada.
- Une enquête nationale sur les inconduites sexuelles au travail[xliv] a été élaborée en collaboration avec des spécialistes et la collecte de données a commencé en février 2020.

En outre, FEGC a lancé son tout premier appel de propositions pour la recherche. Au total, 15 projets de recherche ont été financés et, au cours des deux prochaines années, les chercheuses et chercheurs mettront en œuvre des initiatives de recherche pour combler les principales lacunes en matière de données et de preuves afin d'éclairer la réponse à la violence fondée sur le sexe au Canada. FEGC a également investi dans d'importantes recherches sur les attitudes du public qui conduisent à la violence fondée sur le sexe et sur les personnes qui commettent et subissent de la violence fondée sur le sexe. En mars 2020, Bibliothèque et Archives Canada[xlv] a publié le rapport Attitudes à l'égard de l'égalité des genres et de la violence fondée sur le sexe au Canada : rapport final[xlvi], qui fournit des indications importantes qui guideront les efforts à déployer pour changer les attitudes sur ces questions partout au Canada.

FEGC a élargi son Centre du savoir, en y ajoutant 72 nouvelles ressources fédérales et plus de 100 autres nouvelles ressources afin d'échanger de nouvelles connaissances sur la violence fondée sur le sexe au Canada. Ces nouvelles connaissances aident les gouvernements, les fournisseurs de services, les organismes autochtones, les établissements universitaires et le secteur privé à élaborer et à mettre en œuvre des initiatives fondées sur des données probantes pour prévenir et combattre la violence fondée sur le sexe au Canada. En outre, presque toutes les sections de la plateforme en ligne ont été révisées et actualisées, et une toute nouvelle section sur les lignes de crise pour chaque province et territoire pour les personnes touchées par la violence fondée sur le sexe a été élaborée au début du printemps, ce qui a coïncidé avec la première vague de COVID-19.

FEGC a sensibilisé aux problèmes liés à la violence fondée sur le sexe dans le cadre d'événements commémoratifs comme les 16 jours d'activisme contre la violence fondée sur le sexe[xv]. Chaque année dans le monde, du 25 novembre au 10 décembre, des personnes et des organismes se rassemblent pour sensibiliser et inspirer à l'action afin d'éliminer la violence subie par les femmes, les filles et les personnes LGBTQ2. Cette année, pendant les 16 jours, le Canada a souligné le 30e anniversaire du massacre de

l'École Polytechnique, qui a coûté la vie à 14 femmes et blessé 10 femmes et 4 hommes. Le 6 décembre 2019, 14 faisceaux de lumière synchronisés avec le Mont-Royal de Montréal ont illuminé le ciel sombre au-dessus de l'édifice du Centre sur la Colline du Parlement pour honorer chaque femme qui a été tuée.

Il est urgent au Canada d'éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles autochtones. En réponse au rapport provisoire de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées,[xlvii] qui reconnaît la commémoration comme un élément essentiel du processus de consignation de la vérité, de guérison et de réconciliation, en février 2019, un appel de propositions[xvii] a été lancé par FEGC dans le cadre du Fonds de commémoration. En 2019, en tout, 108 projets totalisant plus de 13 millions de dollars sur deux ans ont été annoncés. Ce financement aidera les gouvernements et les organismes autochtones à travailler avec les familles, les communautés et les personnes survivantes pour aider à honorer la vie et la mémoire des femmes, des filles et des personnes LGBTQ2 autochtones disparues et assassinées.

En mars 2020, dans le cadre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19, le gouvernement a annoncé[xlviii] un financement destiné aux maisons d'hébergement pour femmes et aux centres d'aide aux femmes victimes d'agressions sexuelles pour les aider à gérer ou prévenir une éclosion dans leurs établissements. Pour ce faire, FEGC a rapidement établi des accords avec Hébergement Femmes Canada et la Fondation canadienne des femmes afin de distribuer des fonds aux maisons d'hébergement et aux centres d'aide aux victimes d'agressions sexuelles dans tout le Canada pour répondre à leurs besoins immédiats pendant la pandémie de COVID-19.

Domaine prioritaire n° 4 : Engagement stratégique pour faire avancer l'égalité des genres au Canada

Les efforts pour faire avancer l'égalité des genres ne peuvent être déployés de manière isolée. C'est pourquoi FEGC collabore étroitement avec des partenaires nationaux et internationaux clés afin de faire progresser l'égalité des genres au Canada.

À l'échelle nationale, en 2019-2020, FEGC a travaillé en étroite collaboration avec ses homologues provinciaux et territoriaux et avec les dirigeantes et dirigeants et les représentantes et représentants autochtones nationaux par l'intermédiaire du Forum fédéral-provincial-territorial (FPT) des ministres responsables de la condition féminine[xlix]. Pendant la 37e réunion annuelle des ministres FPT responsables de la condition féminine, l'ensemble des ministres ont convenu d'étudier les moyens de mener ensemble des initiatives à l'échelle nationale visant à mettre fin à la violence fondée sur le sexe, à encourager les femmes à occuper des postes de responsabilité et trouver des solutions concrètes pour assurer la participation active des femmes à l'économie.

Afin de compléter les efforts nationaux, le Ministère a également œuvré pour faire avancer les priorités du Canada en matière d'égalité des genres sur la scène internationale en participant à des forums clés sur l'égalité des genres comme ceux des Nations Unies, de l'Organisation des États américains (OEA) et de Women Deliver. Par exemple, le Ministère a :

- mené la campagne pour faire élire la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres à l'un des trois postes de vice-présidente du comité exécutif de la Commission interaméricaine des femmes (CIF) à la 38e assemblée des délégués de la CIF de l'OEA. Cela a servi au Canada de tribune pour influer sur les travaux d'un important forum international œuvrant en faveur de l'égalité des genres.
- dirigé les efforts du Canada pour souligner le 25e anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing[l] lors de la Commission de la condition de la femme, organe directeur mondial consacré exclusivement à la promotion de l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes. La Commission a été établie dans le but de préparer des recommandations sur la promotion des droits des femmes dans les domaines politique, économique, civil, social et éducatif. Bien que la séance ait été suspendue en mars 2020 en raison d'inquiétudes liées à la COVID 19, le Ministère a respecté les obligations internationales du Canada en élaborant le rapport complet du Canada sur Beijing +25 qui décrit les principaux domaines où des avancées ont été faites en matière d'égalité des genres, et en le soumettant aux Nations Unies.
- fourni des conseils et des recommandations à l'appui de la Politique étrangère féministe du Canada, y compris l'Approche commerciale inclusive du Canada[xxi] et la Politique d'aide internationale féministe[xxii].

De plus, en 2019-2020, FEGC a collaboré avec Affaires mondiales Canada pour diriger les organismes participant à la Conférence Women Deliver[xviii]. Cette conférence a réuni sur place plus de 8 000 personnes et virtuellement plus de 100 000 personnes provenant de plus de 165 pays qui ont échangé de nouvelles idées et solutions pour faire avancer l'égalité des genres. Le Canada était bien représenté à la conférence et FEGC a travaillé avec des partenaires nationaux et internationaux pour appuyer les organismes de femmes et les défenseurs de l'engagement dans des discussions et des initiatives sur l'égalité des genres. En mai 2019, le Ministère a annoncé un financement de plus de 300 000 $ pour deux initiatives soutenant la conférence Women Deliver 2019, notamment Feminists Deliver, qui met l'accent sur la diversité et l'inclusion des personnes en Colombie-Britannique qui sont marginalisées en raison du genre, et la préconférence Nutsamaht Indigenous Women, qui a sensibilisé et favorisé la défense grâce à l'engagement de femmes et de filles autochtones de divers points de vue, forces, capacités et identités sexuelles et de genre. FEGC a également travaillé avec des partenaires dans le cadre de nombreux groupes de conférence et de réunions de groupes de travail internationaux liés à l'égalité des genres lors de la conférence. En prévision de la conférence, FEGC a financé un projet de 12 mois intitulé Mobilisation

canadienne, afin de soutenir et de coordonner les efforts nationaux pour résoudre les questions liées à l'égalité des genres. Le projet consistait notamment à soutenir des événements parallèles d'organismes non gouvernementaux, à marrainer 50 participantes et participants de partout au Canada pour assister à la conférence et à mobiliser les secteurs public et privé pour renforcer le mouvement des femmes au Canada afin de mener l'action à plus long terme définie lors de la conférence.

Enfin, pour favoriser l'avancement coordonné de l'égalité des genres à l'échelle nationale et internationale, FEGC a contribué à la mise en œuvre de la stratégie du Canada pour atteindre les objectifs du Programme de développement durable[xx] à l'horizon 2030 des Nations Unies. FEGC est l'un des six ministères fédéraux responsables de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En particulier, FEGC contribue à la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable nº 5 (égalité des genres)[li] en favorisant la mise en œuvre de l'ACS+ dans l'ensemble du gouvernement fédéral et en coordonnant une mise en œuvre pangouvernementale des objectifs d'égalité des genres qui découlent du Cadre de résultats relatifs aux genres.

Résultats atteints

Résultats ministériels	Indicateurs de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2017-2018	Résultats réels 2018-2019	Résultats réels 2019-2020
Les interventions du Ministère contribuent à faire avancer l'égalité des genres	Pourcentage de projets financés par le Ministère qui contribuent à réduire les obstacles systémiques à l'égalité des genres	Au moins 85 % [1]	Mars 2021[1]	Non disponible[2]	89 %	Non disponible[3]
	Pourcentage de parties prenantes ayant appliqué des connaissances ou des ressources du Centre du savoir sur la violence fondée sur le sexe	Plus de 75 %	Mars 2020	Non disponible[2]	Non disponible[4]	86 %
	Nombre de partenariats ou de coalitions formés avec des gouvernements et avec des organismes internationaux,	Au moins 1 200[1]	Mars 2021[1]	Non disponible[2]	1 261	1 292

	autochtones, de la société civile et du secteur privé qui revendiquent l'égalité					
	Nombre de lacunes dans la recherche et les données au gouvernement fédéral, relevées par le Comité interministériel sur l'égalité des genres qui ont été comblées	Non disponible [5]	Non disponible [5]	Non disponible [5]	Non disponible [5]	45
Le gouvernement fédéral tient systématiquement compte de l'égalité des genres	Pourcentage d'organismes fédéraux qui sont satisfaits des outils et ressources offerts par le Ministère pour tenir compte des questions liées à l'égalité des genres dans leur travail	Plus de 68 %	Mars 2020	Non disponible[2]	99 %	Non disponible[6]
	Nombre de nouvelles grandes initiatives fédérales (p. ex. politiques, programmes) qui comprennent des mesures particulières pour faire avancer l'égalité des genres	Non disponible[1]	Non disponible[1]	Non disponible[2]	58	Non disponible[6]

[1] Aucune cible n'a été établie pour 2019-2020, car la base de référence n'avait pas encore été définie. Une cible sera fixée pour le Plan ministériel 2020-2021.

[2] Cet indicateur de rendement a été inclus dans le Cadre ministériel des résultats à compter de 2018-2019. Les résultats réels pour cet indicateur de rendement ne sont pas disponibles pour les exercices précédents.

[3] La survenue de la pandémie de COVID a entraîné des retards dans la soumission des rapports finaux des subventions et contributions, ce qui a réduit l'échantillon de données disponibles. Par conséquent, les résultats complets n'étaient pas disponibles à la fin de l'exercice 2019-2020. Les résultats complets pour 2019-2020 qui seront utilisés comme base de référence pour établir la cible correspondante seront disponibles d'ici la fin novembre.

[4] Le Centre du savoir sur la violence fondée sur le sexe a été lancé en décembre 2018. La collecte de données pour mesurer cet indicateur de rendement a commencé en 2019-2020.

[5] C'est un nouvel indicateur. La base de référence sera établie en 2019-2020. La cible et la date d'atteinte de celle-ci seront fixées pour les exercices suivants. Les résultats réels pour cet indicateur de rendement ne sont pas disponibles pour les exercices précédents.

[6] La survenue de la pandémie de COVID a entraîné des retards dans le lancement de l'Enquête sur la mise en œuvre de l'ACS+. Par conséquent, les résultats pour l'exercice 2019-2020 ne sont pas encore disponibles.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2019-2020	Dépenses prévues 2019-2020	Autorisations totales pouvant être utilisées 2019-2020	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2019-2020	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2019-2020
91 394 939	91 394 939	101 036 991	99 260 478	7 865 539

Ressources humaines (équivalents temps plein)

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2019-2020	Nombre d'équivalents temps plein réels 2019-2020	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2019-2020
194	208	14

En 2019-2020, l'écart entre les dépenses réelles et les dépenses prévues est attribuable aux fonds supplémentaires reçus dans le cadre du budget de 2019 visant à faire avancer l'égalité des genres au Canada et à renforcer les capacités des organismes canadiens qui offrent des services aux personnes LGBTQ2 et le travail communautaire qu'ils réalisent. Ces ressources supplémentaires expliquent également l'augmentation des équivalents temps plein (+14) au cours de la période visée.

Les renseignements sur les finances, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de FEGC sont accessibles dans l'InfoBase du GC[lii].

Services internes

Description

On entend par Services internes les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services de soutien aux programmes ou

qui sont requis pour respecter les obligations d'un organisme. Les Services internes désignent les activités et les ressources des 10 catégories de services distinctes qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisme, sans égard au modèle de prestation des services internes du ministère. Les 10 catégories de services sont :

- les services de gestion des acquisitions;
- les services de communication;
- les services de gestion des finances;
- les services de gestion des ressources humaines;
- les services de gestion de l'information;
- les services des technologies de l'information;
- les services juridiques;
- les services de gestion du matériel;
- les services de gestion et de surveillance;
- les services de gestion des biens.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2019-2020	Dépenses prévues 2019-2020	Autorisations totales pouvant être utilisées 2019-2020	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2019-2020	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2019-2020
12 565 662	12 565 662	16 058 460	15 286 031	2 720 369

Ressources humaines (équivalents temps plein)

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2019-2020	Nombre d'équivalents temps plein réels 2019-2020	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2019-2020
95	92	(3)

Au cours de la période visée par le rapport, les fonctions des Services internes de FEGC ont continué de renforcer la capacité organisationnelle au fur et à mesure de l'évolution de l'organisme en un ministère à part entière. Les initiatives clés sont décrites ci-dessous :

Aménagement et matériel habilitant :

- Achèvement des travaux d'agrandissement de l'administration centrale, permettant ainsi d'accueillir et d'intégrer le personnel supplémentaire;

- Fourniture de meubles, matériel et support ergonomiques aux membres du personnel pour garantir un environnement de travail approprié;
- Mise en place de solutions de vidéoconférence pour accroître la collaboration entre l'administration centrale, les bureaux régionaux et le personnel en télétravail;
- Augmentation de 150 % de la capacité du système d'accès au réseau à distance, permettant à la majorité du personnel de télétravailler simultanément.

Structure organisationnelle :

Plusieurs mesures de classification ont été prises en vue de stabiliser la structure organisationnelle de FEGC, notamment la mise en œuvre de descriptions de poste génériques et la création de la direction du secrétariat général. Ces mesures ont permis au Ministère de s'assurer que les fonctions habilitantes requises d'un ministère complet étaient en place pour appuyer la mise en œuvre des priorités gouvernementales et ministérielles.

Par exemple, la création d'un secrétariat général a contribué à optimaliser des services clés du Ministère et du Cabinet de la ministre, notamment les Services exécutifs, l'Unité du breffage et de la correspondance, le service responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, Affaires au Cabinet, Affaires parlementaires et la gouvernance. Une structure de gouvernance a également été établie pour l'organisme de façon à assurer la surveillance des activités du Ministère et à faciliter des processus décisionnels efficaces en matière de politiques et de programmes au sein de FEGC.

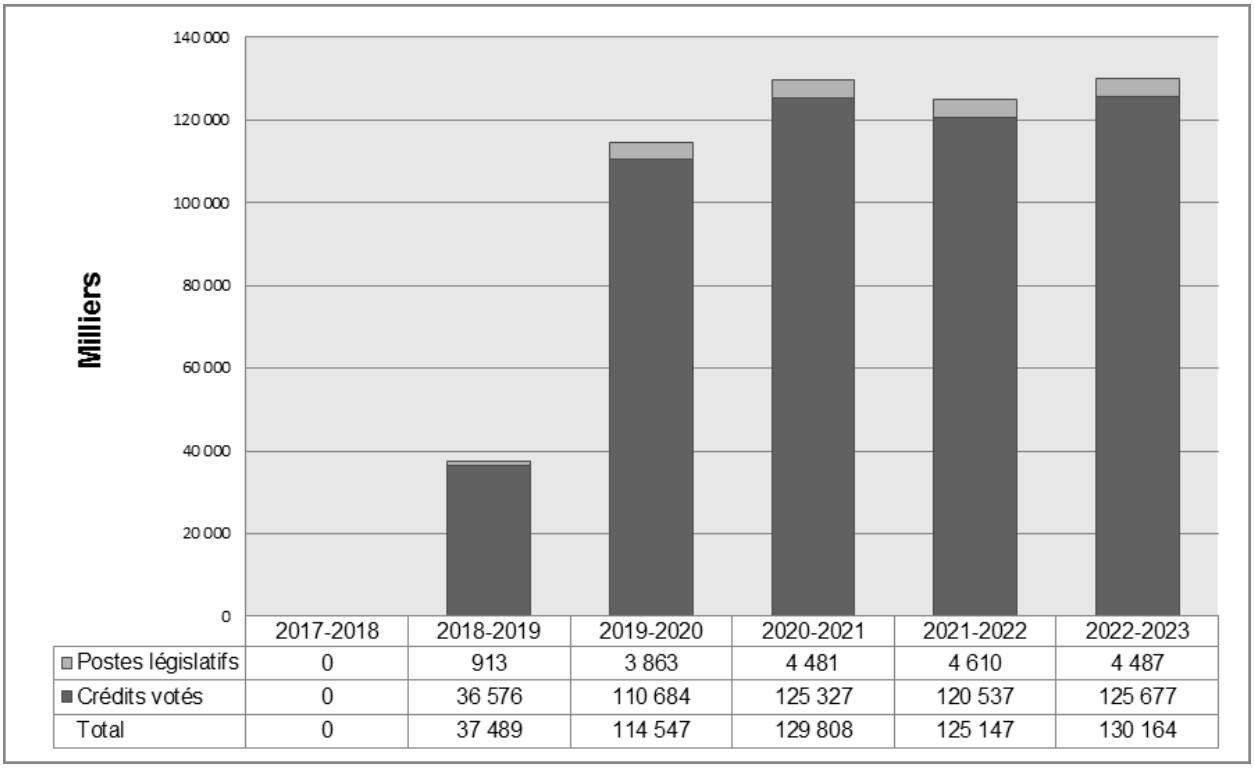
En 2019-2020, l'écart entre les dépenses réelles et les dépenses prévues est attribuable aux fonds supplémentaires reçus pour les Services internes au cours de la période visée afin d'appuyer les initiatives ministérielles financées dans le cadre des budgets de 2018 et 2019.

Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines

Dépenses réelles pour Femmes et Égalité des genres Canada

Graphique des tendances dans les dépenses du Ministère

Le graphique qui suit présente les dépenses prévues (votées et législatives) au fil du temps.

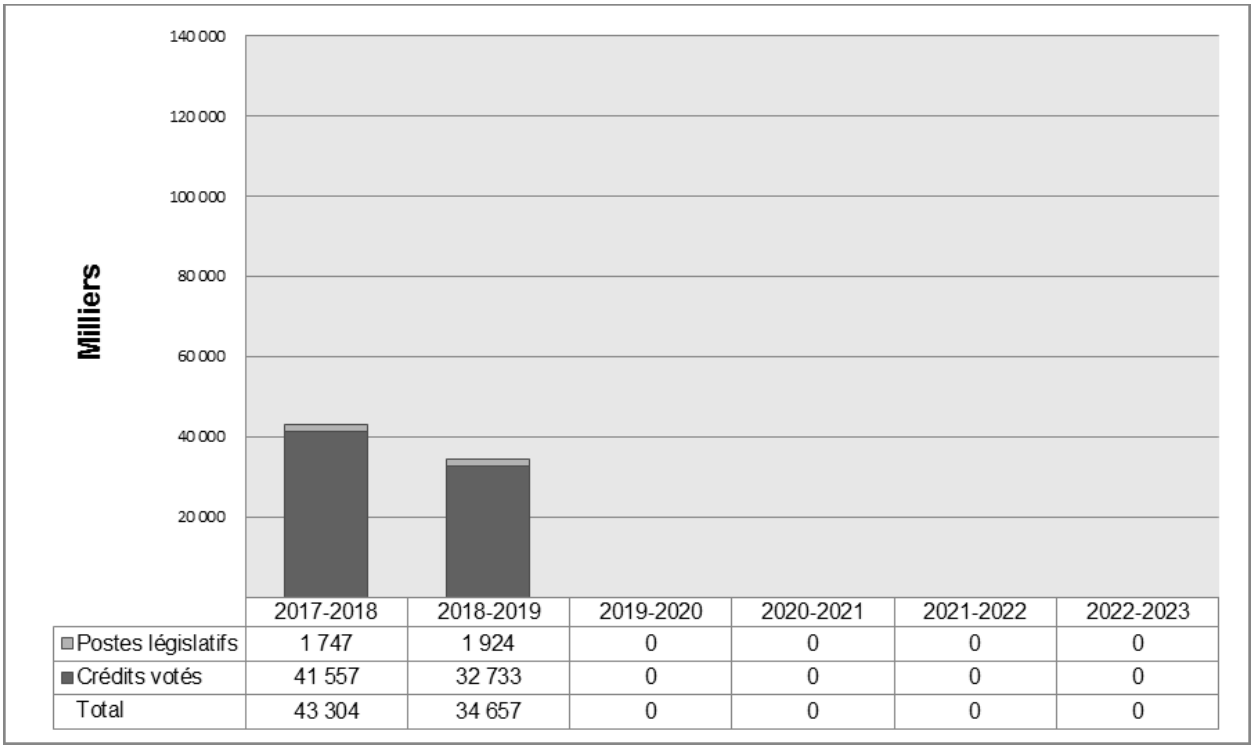


	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Postes législatifs	0	913	3 863	4 481	4 610	4 487
Crédits votés	0	36 576	110 684	125 327	120 537	125 677
Total	0	37 489	114 547	129 808	125 147	130 164

Dépenses réelles pour Condition féminine Canada

Graphique des tendances dans les dépenses du Ministère

Le graphique qui suit présente les dépenses prévues (votées et législatives) au fil du temps.



	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023
Postes législatifs	1 747	1 924	0	0	0	0
Crédits votés	41 557	32 733	0	0	0	0
Total	43 304	34 657	0	0	0	0

Les deux graphiques sont présentés pour refléter la transition entre Condition féminine Canada et Femmes et Égalité des genres Canada. Femmes et Égalité des genres Canada a été créé le 13 décembre 2018. Par conséquent, il n'y avait aucune dépense à déclarer pour 2017-2018 et les dépenses pour 2018-2019 couvrent la période allant du 13 décembre 2018 au 31 mars 2019. Condition féminine Canada a cessé d'exister le 12 décembre 2018. Les dépenses réelles pour 2018-2019 couvrent la période allant d'avril 2018 au 12 décembre 2018.

Sommaire du rendement budgétaire pour les responsabilités essentielles et les Services internes pour Femmes et Égalité des genres Canada* (en dollars)

Responsa-bilités essentielles et Services internes	Budget principal des dépenses 2019-2020	Dépenses prévues 2019-2020	Dépenses prévues 2020 -2021	Dépenses prévues 2021 -2022	Autorisations totales pouvant être utilisées 2019-2020	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2019-2020	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2018-2019	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2017-2018
Faire avancer l'égalité des genres	91 394 939	91 394 939	116 149 982	111 332 772	101 036 991	99 260 478	31 326 456	Sans objet
Crédit d'exécution du budget : fonds non affectés	10 000 000	Sans objet	Sans objet	Sans objet	349 233	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Total partiel	101 394 939	91 394 939	116 149 982	111 332 772	101 386 224	99 260 478	31 326 456	Sans objet
Services internes	12 565 662	12 565 662	13 657 716	13 814 023	16 058 460	15 286 031	6 162 713	Sans objet
Total	113 960 601	103 960 601	129 807 698	125 146 795	117 444 684	114 546 509	37 489 169	Sans objet

*Remarque : Femmes et Égalité des genres Canada a été créé le 13 décembre 2018. Par conséquent, il n'y avait aucune dépense réelle à déclarer pour 2017-2018 et les dépenses pour 2018-2019 couvrent la période allant du 13 décembre 2018 au 31 mars 2019.

L'augmentation des dépenses prévues pour 2020-2021 est principalement attribuable aux nouveaux fonds annoncés dans les budgets de 2018 et 2019 pour faire avancer l'égalité des genres au Canada et pour renforcer les capacités des organismes canadiens qui offrent des services aux personnes LGBTQ2 et le travail communautaire qu'ils réalisent.

La diminution des dépenses prévues pour 2021-2022 est principalement attribuable au financement à durée limitée du budget de 2018 visant à soutenir la viabilité des organismes de femmes et des groupes qui revendiquent l'égalité par le biais du Programme de promotion de la femme et du Fonds de commémoration des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées.

Sommaire du rendement budgétaire pour les responsabilités essentielles et les Services internes pour Condition féminine Canada* (en dollars)

Responsa-bilités essentielles et Services internes	Budget principal des dépenses 2019-2020	Dépenses prévues 2019-2020	Dépenses prévues 2020 -2021	Dépenses prévues 2021 -2022	Autorisations totales pouvant être utilisées 2019-2020	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2019-2020	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2018-2019	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2017-2018
Mobiliser des partenaires et promouvoir l'avancement des femmes et des filles vers l'égalité	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	27 216 004	33 587 902
Total partiel	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	27 216 004	33 587 902
Services internes	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	7 441 193	9 716 331
Total	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	34 657 197	43 304 233

*Remarque : Condition féminine Canada a cessé d'exister le 12 décembre 2018. Les dépenses réelles pour 2018-2019 couvrent la période allant d'avril 2018 au 12 décembre 2018.

Ressources humaines réelles

Sommaire des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les Services internes pour Femmes et Égalité des genres Canada*

Responsabilités essentielles et Services internes	Nombre d'équivalents temps plein réels 2017-2018	Nombre d'équivalents temps plein réels 2018-2019	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2019-2020	Nombre d'équivalents temps plein réels 2019-2020	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020-2021	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2021-2022
Faire avancer l'égalité des genres	Sans objet	47	194	208	222	231
Total partiel	Sans objet	47	194	208	222	231
Services internes	Sans objet	29	95	92	99	101
Total	Sans objet	76	289	300	321	332

*Remarque : Femmes et Égalité des genres Canada a été créé le 13 décembre 2018. Par conséquent, il n'y a pas d'équivalents temps plein (ETP) réels à déclarer pour 2017-2018 et les équivalents temps plein réels pour 2018-2019 couvrent la période allant du 13 décembre 2018 au 31 mars 2019.

Sommaire des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les Services internes pour Condition féminine Canada*

Responsabilités essentielles et Services internes	Nombre d'équivalents temps plein réels 2017-2018	Nombre d'équivalents temps plein réels 2018-2019	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2019-2020	Nombre d'équivalents temps plein réels 2019-2020	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020-2021	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2021-2022
Mobiliser des partenaires et promouvoir l'avancement des femmes et des filles vers l'égalité	79	88	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Total partiel	79	88	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Services internes	65	58	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Total	144	146	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet

*Remarque : Condition féminine Canada a cessé d'exister le 12 décembre 2018. Les EPT réels pour 2018-2019 couvrent la période allant d'avril 2018 au 12 décembre 2018.

Le financement supplémentaire reçu au cours des trois dernières années a entraîné une augmentation de l'effectif organisationnel, qui a plus que doublé, passant de 144

ETP en 2017-2018 (Condition féminine Canada) à 321 ETP prévus en 2020-2021 (FEGC).

Dépenses par crédit voté

Pour obtenir des renseignements sur les dépenses votées et législatives de FEGC[liii], consulter les Comptes publics du Canada 2019-2020.[liv]

Dépenses et activités du gouvernement du Canada

Des renseignements sur l'harmonisation des dépenses de FEGC[liii], avec les activités et les dépenses du gouvernement du Canada sont accessibles dans l'InfoBase du GC[lii].

États financiers et faits saillants des états financiers

États financiers

Les états financiers (non audités) de FEGC[liii] pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020 se trouvent sur le site Web du Ministère.

Faits saillants des états financiers

État des résultats condensé (non audité) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats prévus 2019-2020*	Résultats réels 2019-2020	Résultats réels 2018-2019*	Écart (résultats réels 2019-2020 moins résultats prévus 2019-2020)	Écart (résultats réels 2019-2020 moins résultats réels 2018-2019)
Total des dépenses	110 208 000	117 472 819	39 167 505	7 264 819	78 305 314
Total des revenus	0	176	15	(176)	161
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement	110 208 000	117 472 643	39 167 490	7 264 643	78 305 153

* Remarque : Femmes et Égalité des genres Canada a été créé le 13 décembre 2018. Par conséquent, les dépenses pour 2018-2019 sont du 13 décembre 2018 au 31 mars 2019.

Les résultats prévus de FEGC pour 2019-2020 reposent sur les prévisions disponibles au moment de l'élaboration du plan ministériel. L'écart entre les dépenses totales des résultats prévus et réels pour 2019-2020 est principalement attribuable aux fonds supplémentaires reçus dans le cadre des budgets de 2018 et de 2019 pour faire avancer l'égalité des genres au Canada et pour renforcer les capacités des organismes canadiens qui offrent des services aux personnes LGBTQ2 et le travail communautaire qu'ils réalisent.

Selon la méthode de comptabilité d'exercice, les dépenses de FEGC pour 2019-2020 s'élèvent à 117,5 millions de dollars. L'écart entre les dépenses de 78,3 millions de dollars entre 2018-2019 et 2019-2020 s'explique, en partie, par les dépenses totales de 36,1 millions de dollars présentées dans l'état des résultats condensé de Condition féminine Canada pour la période allant du 1er avril au 12 décembre 2018. La différence restante de 42,2 millions de dollars est attribuable au financement reçu dans les budgets de 2017, 2018 et 2019 pour faire avancer l'égalité des genres, soutenir le mouvement des femmes, mettre en œuvre le Fonds de commémoration des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées et appuyer les organismes œuvrant dans le secteur de la violence fondée sur le sexe.

État condensé de la situation financière (non audité) au 31 mars 2020 (en dollars)

Renseignements financiers	2019-2020	2018-2019	Écart (2019-2020 moins 2018-2019)
Total des passifs nets	9 264 885	6 564 071	2 700 814
Total des actifs financiers nets	6 591 932	4 783 905	1 808 027
Dette nette du Ministère	2 672 953	1 780 166	892 787
Total des actifs non financiers	2 553 742	1 543 474	1 010 268
Situation financière nette du Ministère	(119 211)	(236 692)	117 481

Le total des passifs nets de FEGC se compose de comptes créditeurs et de charges à payer (68 %), d'avantages sociaux futurs (11 %), ainsi que de payes de vacances et de congés compensatoires (21 %).

Le total des actifs financiers nets est constitué de comptes débiteurs, d'avances et de montants à recevoir du Trésor du gouvernement du Canada. Les montants à recevoir du Trésor représentent 79 %, du montant total des actifs financiers nets et les 21 % restants sont constitués de comptes débiteurs et d'avances. Les montants à recevoir du Trésor correspondent au montant de l'encaisse nette que FEGC a le droit de retirer du Trésor à l'avenir, sans autre autorisation, pour s'acquitter de ses dettes.

Le total des actifs non financiers est composé d'immobilisations corporelles, représentant l'intégralité du solde.

Le passif total du Ministère a augmenté de 2,7 millions de dollars en 2019-2020 par rapport à 2018-2019, principalement en raison d'une augmentation nette des comptes créditeurs à des tiers découlant d'écarts temporaires dans le règlement des comptes.

Renseignements supplémentaires

Profil organisationnel

Ministre de tutelle : L'honorable Maryam Monsef

Administratrice générale : Guylaine Roy

Portefeuille ministériel : Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Instrument habilitant : *Loi sur le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres*[lv]

Année d'incorporation ou de création : 2018

Raison d'être, mandat et rôle : Qui nous sommes et ce que nous faisons

La section « Raison d'être, mandat et rôle : Qui nous sommes et ce que nous faisons » est accessible sur le site Web[lvi] de FEGC.

Pour plus amples renseignements sur les engagements organisationnels formulés dans la lettre de mandat du Ministère, consulter la lettre de mandat du ministre[lvii].

Cadre de présentation de rapports

Le Cadre ministériel des résultats et le Répertoire des programmes officiels de FEGC pour 2019-2020 sont illustrés ci-dessous.

<table>
<tr><td rowspan="8">Cadre ministériel des résultats</td><td colspan="2">Responsabilité essentielle :
Faire avancer l’égalité des genres</td><td rowspan="8">Services internes</td></tr>
<tr><td rowspan="4">Résultat ministériel nº 1 : Les interventions du Ministère contribuent à faire avancer l’égalité des genres</td><td>Indicateur nº 1 : Pourcentage de projets financés par le Ministère qui contribuent à réduire les obstacles systémiques à l’égalité des genres</td></tr>
<tr><td>Indicateur nº 2 : Pourcentage de parties prenantes ayant appliqué des connaissances ou des ressources du Centre du savoir sur la violence fondée sur le sexe</td></tr>
<tr><td>Indicateur nº 3 : Nombre de partenariats ou de coalitions formés avec des gouvernements et avec des organismes internationaux, autochtones, de la société civile et du secteur privé qui revendiquent l’égalité</td></tr>
<tr><td>Indicateur nº 4 : Nombre de lacunes dans la recherche et les données au gouvernement fédéral, relevées par le Comité interministériel sur l’égalité des genres qui ont été comblées</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Résultat ministériel nº 2 : Le gouvernement fédéral tient systématiquement compte de l’égalité des genres</td><td>Indicateur nº 5 : Pourcentage d’organismes fédéraux qui sont satisfaits des outils et ressources offerts par le Ministère pour tenir compte des questions liées à l’égalité des genres dans leur travail</td></tr>
<tr><td>Indicateur nº 6 : Nombre de nouvelles grandes initiatives fédérales (p. ex. politiques, programmes) qui comprennent des mesures particulières pour faire avancer l’égalité des genres</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Répertoire des programmes</td><td colspan="2">Programme : Expertise et information</td></tr>
<tr><td colspan="2">Programme : Action communautaire et innovation</td></tr>
</table>

Renseignements connexes sur le Répertoire des programmes

Les renseignements sur les finances, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de FEGC sont accessibles dans l’InfoBase du GC[lii].

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le site Web de FEGC[liii]:

- Stratégie ministérielle de développement durable
- Renseignements sur les programmes de paiements de transfert de 5 millions de dollars ou plus
- Analyse comparative entre les sexes plus
- Initiatives horizontales
- Réponse aux commissions parlementaires et aux audits externes

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales comme des taux d'imposition faibles, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances du Canada publie chaque année des prévisions et des projections du coût de ces mesures dans le Rapport sur les dépenses fiscales fédérales.[lviii] Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, y compris les descriptions, les objectifs, les renseignements historiques et les renvois aux programmes des dépenses fédéraux connexes. Les mesures fiscales présentées dans ce rapport relèvent du ministre des Finances.

Coordonnées de l'organisation

Pour tout renseignement financier, veuillez contacter :

Stéphane Lavigne, Dirigeant principal des finances et directeur exécutif, Direction des services intégrés
Téléphone : 819-420-6825
Courriel : Stephane.Lavigne@cfc-swc.gc.ca

Pour tout autre renseignement, veuillez contacter :

Lisa Smylie
Directrice générale, Recherche, résultats et livraison
Téléphone : 819-420-6508
Courriel : Lisa.Smylie@cfc-swc.gc.ca

Annexe : définitions

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital, paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organismes ou à des particuliers et paiements à des sociétés d'État.

responsabilité essentielle (core responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

Plan ministériel (departmental plan)

Exposé des plans et du rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires. Les plans ministériels couvrent une période de trois ans et sont habituellement présentés au Parlement au printemps.

Priorité ministérielle (departmental priority)

Plan ou projet qu'un ministère a choisi de cibler et dont il rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou doit être fait en premier pour appuyer la réalisation des résultats ministériels souhaités.

résultat ministériel (departmental result)

Une conséquence ou un résultat qu'un ministère cherche à atteindre. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats des programmes.

indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)

Une mesure quantitative du progrès réalisé par rapport à un résultat ministériel.

cadre ministériel des résultats (departmental results framework)

Cadre qui relie les responsabilités essentielles du ministère à ses résultats ministériels et à ses indicateurs de résultats ministériels.

Rapport sur les résultats ministériels (departmental results report)

Rapport d'un ministère qui présente les réalisations réelles par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

expérimentation (experimentation)

Activités visant à étudier, à mettre à l'essai et à comparer les effets et les répercussions de politiques et d'interventions afin d'étayer la prise de décisions fondée sur des éléments probants, et à améliorer les résultats pour les Canadiennes et Canadiens en apprenant ce qui fonctionne, pour qui et dans quelles circonstances. L'expérimentation est liée à l'innovation (l'essai de nouvelles approches), mais en est différente, car elle comporte une comparaison rigoureuse des résultats. À titre d'exemple, le fait d'utiliser un nouveau site Web pour communiquer avec les Canadiennes et Canadiens peut être un cas d'innovation; le fait de conduire des essais systématiques du nouveau site Web par rapport aux outils existants de sensibilisation ou un ancien site Web pour voir celui qui permet une mobilisation plus efficace est une expérimentation.

équivalent temps plein (full-time equivalent)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Pour un poste donné, le nombre d'équivalents temps plein représente le rapport entre le nombre d'heures travaillées par une personne divisé par le nombre d'heures normales prévues dans sa convention collective.

analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) (gender-based analysis plus [GBA+])

Processus analytique intersectionnel utilisé pour évaluer l'effet des politiques, des programmes et des services sur divers groupes de femmes, d'hommes et de personnes allosexuelles en fonction de multiples facteurs, notamment la race, l'ethnie, la religion, l'âge et l'incapacité physique ou mentale.

priorités pangouvernementales (government-wide priorities)

Aux fins du Rapport sur les résultats ministériels 2019-2020, les thèmes de haut niveau qui présentent le programme du gouvernement issu du discours du Trône de 2019, à savoir lutter contre les changements climatiques, renforcer la classe moyenne, parcourir le chemin de la réconciliation, assurer la santé et la sécurité des Canadiennes et Canadiens et placer le Canada en position favorable pour assurer sa réussite dans un monde incertain.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Initiative dans le cadre de laquelle deux organismes fédéraux ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

dépenses non budgétaires (non-budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

rendement (performance)

Utilisation qu'un organisme a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisme souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

indicateur de rendement (performance indicator)

Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'un organisme, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

production de rapports sur le rendement (performance reporting)

Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment un organisme entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.

programme (program)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein du ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

répertoire des programmes (program inventory)

Compilation de l'ensemble des programmes du ministère et description de la manière dont les ressources sont organisées pour contribuer aux responsabilités essentielles et aux résultats du ministère.

résultat (result)

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'un organisme, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'un organisme, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisme.

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

cible (target)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'un organisme, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

Notes en fin d'ouvrage

[i] CARE, https://www.care-international.org/files/files/CARE_COVID-19-womens-leadership-report_June-2020.pdf
[ii] Analyse comparative entre les sexes plus (ACS+), https://cfc-swc.gc.ca/gba-acs/index-fr.html
[iii] Commission de la condition de la femme, https://www.unwomen.org/fr/csw
[iv] Pandémie de COVID-19 : le gouvernement du Canada annonce un soutien aux personnes en situation d'itinérance et aux femmes qui fuient la violence fondée sur le sexe, https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/nouvelles/2020/04/pandemie-de-covid-19-le-gouvernement-du-canada-annonce-un-soutien-aux-personnes-en-situation-ditinerance-et-aux-femmes-qui-fuient-la-violence-fonde.html
[v] Plan ministériel 2019-2020 de Femmes et Égalité des genres Canada, https://cfc-swc.gc.ca/trans/account-resp/pr/dp-pm/1920/index-fr.html
[vi] Appel de propositions visant le renforcement des capacités, https://cfc-swc.gc.ca/fun-fin/cfp-adp/2018-1/index-fr.html
[vii] Le gouvernement du Canada investit dans la mobilisation des hommes et des garçons pour la promotion de l'égalité des genres, https://www.canada.ca/fr/condition-feminine/nouvelles/2019/08/le-gouvernement-du-canada-investit-dans-la-mobilisation-des-hommes-et-des-garcons-pour-la-promotion-de-legalite-des-genres.html
[viii] Groupe de travail jeunesse sur l'égalité des genres, https://cfc-swc.gc.ca/more-plus/youth-jeunes/index-fr.html
[ix] Journée internationale de la fille, https://cfc-swc.gc.ca/commemoration/whm-mhf/girl-fille-fr.html
[x] Journée de l'affaire « personne », https://cfc-swc.gc.ca/commemoration/whm-mhf/persons-personne-fr.html
[xi] Journée internationale des femmes, https://cfc-swc.gc.ca/commemoration/iwd-jif/index-fr.html
[xii] *Loi canadienne sur la budgétisation sensible aux sexes*, https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-17.2/page-1.html
[xiii] Cadre des résultats relatifs aux genres, https://cfc-swc.gc.ca/grf-crrg/index-fr.html
[xiv] Centre du savoir sur la violence fondée sur le sexe, https://cfc-swc.gc.ca/violence/knowledge-connaissance/index-fr.html
16 jours d'activisme contre la violence fondée sur le sexe : https://cfc-swc.gc.ca/commemoration/vaw-vff/index-fr.html
[xvi] Cadre de prévention et de lutte contre la violence fondée sur le sexe dans les établissements d'enseignement postsecondaire, https://cfc-swc.gc.ca/violence/strategy-strategie/ps-ep-fr.html
[xvii] Fonds de commémoration des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées, https://cfc-swc.gc.ca/fun-fin/mmiwg-ffada/about-apropos-fr.html
[xviii] Women Deliver 2019 Conference, https://wd2019.org/fr/accueil/
[xix] Déclaration et Programme d'action de Beijing, https://beijing20.unwomen.org/fr/about
[xx] Objectifs de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030, https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/
[xxi] L'approche commerciale inclusive du Canada, https://www.international.gc.ca/trade-commerce/gender_equality-egalite_genres/approach-can-approche.aspx?lang=fra
[xxii] Politique d'aide internationale féministe du Canada, https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/priorities-priorites/policy-politique.aspx?lang=fra
[xxiii] Fondation canadienne des femmes, https://canadianwomen.org/fr/
[xxiv] Fondations communautaires du Canada, https://communityfoundations.ca/fr/
[xxv] Grands Défis Canada, https://www.grandchallenges.ca/fr-ca/
[xxvi] Le gouvernement du Canada lance un appel de propositions pour appuyer des organismes LGBTQ2S de partout au Canada, https://www.canada.ca/fr/condition-feminine/nouvelles/2020/03/document-dinformation--le-gouvernement-du-canada-lance-un-appel-de-propositions-pour-appuyer-des-organismes-lgbtq2s-de-partout-au-canada.html
[xxvii] Fonds de développement des capacités communautaires LGBTQ2, https://cfc-swc.gc.ca/fun-fin/lgbtq2/index-fr.html
[xxviii] Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat, https://www.ic.gc.ca/eic/site/107.nsf/fra/accueil

[xxix] Cadre d'apprentissage et de garde des jeunes enfants autochtones, https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/apprentissage-jeunes-enfants-autochtones/2018-cadre.html
[xxx] Ce que nous avons entendu : Rapport des tables rondes sur la mobilisation des hommes et des garçons pour faire avancer l'égalité des genres, https://cfc-swc.gc.ca/abu-ans/wwad-cqnf/men-boys-hommes-garcons/index-fr.html
[xxxi] Next Gen Men, https://www.nextgenmen.ca/
[xxxii] Université de Calgary, https://www.ucalgary.ca/news/federal-funding-reflects-social-work-researchers-approach-calling-men-advance-gender-equality
[xxxiii] Alberta Council of Women's Shelters, https://acws.ca/
[xxxiv] Catalyst Canada, https://www.catalyst.org/
[xxxv] Foxy, https://arcticfoxy.com/
[xxxvi] Le gouvernement du Canada lance les conversations avec les jeunes sur l'égalité des genres, https://www.canada.ca/fr/condition-feminine/nouvelles/2019/05/le-gouvernement-du-canada-lance-les-conversations-avec-les-jeunes-sur-legalite-des-genres.html
[xxxvii] Sommet Jeunesse du Canada, https://www.canada.ca/fr/jeunesse/services/sommet-jeunesse.html
[xxxviii] Cours en ligne sur l'ACS+, https://cfc-swc.gc.ca/gba-acs/course-cours-fr.html
[xxxix] Outil de planification d'événements inclusifs de l'ACS+, https://cfc-swc.gc.ca/gba-acs/inclusive-inclusif-fr.html
[xl] EPFC Excellence : ACS+, https://www.csps-efpc.gc.ca/gbap-acsp-fra.aspx
[xli] Rapport Courage d'agir, https://www.couragetoact.ca/rapport
[xlii] Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés, https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=5256
[xliii] Enquête sur la sécurité individuelle au sein de la population étudiante postsecondaire, https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=5279
[xliv] Enquête sur les inconduites sexuelles au travail, https://www.statcan.gc.ca/fra/enquete/menages/5290
[xlv] Bibliothèque et Archives Canada, https://www.bac-lac.gc.ca/fra/Pages/accueil.aspx
[xlvi] « Attitudes à l'égard de l'égalité des genres et de la violence fondée sur le sexe au Canada : rapport final », https://www.bac-lac.gc.ca/fra/rrop/Pages/liste.aspx?department=women+and+gender+equality
[xlvii] Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, https://www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/Les-appels-%C3%A0-la-justice.pdf
[xlviii] Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19, https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2020/03/plan-dintervention-economique-du-canada-pour-repondre-a-la-covid-19.html
[xlix] Ministres responsables de la condition féminine aux échelons fédéral, provincial et territorial, https://cfc-swc.gc.ca/trans/briefing-information/transition/2019/tab12-fr.html
[l] 25e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, https://www.unwomen.org/fr/csw/csw64-2020
[li] Objectif de développement durable n° 5 : Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles, https://www.un.org/sustainabledevelopment/gender-equality/
[lii] InfoBase du GC, https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#
[liii] Femmes et Égalité des genres Canada (FEGC), https://cfc-swc.gc.ca/index-fr.html
[liv] Comptes publics du Canada, https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html
[lv] Loi sur le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/W-11.3/page-1.html
[lvi] Raison d'être, mandat et rôle : Qui nous sommes et ce que nous faisons, https://cfc-swc.gc.ca/abu-ans/who-qui/index-fr.html
[lvii] Lettre de mandat du ministre des Femmes, de l'Égalité des genres et du Développement économique rural, https://pm.gc.ca/fr/lettres-de-mandat/2019/12/13/lettre-de-mandat-de-la-ministre-des-femmes-et-de-legalite-des-genres
[lviii] Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/depenses-fiscales.html